

Instaurer des partenariats et des mécanismes de financement durables en faveur des filles et des femmes

Données factuelles, solutions, études de cas et recommandations d'orientation

APERÇU

Les investissements de donateurs ciblant la santé, les droits et le bien-être des filles et des femmes accusent un certain retard depuis quelques années, alors que davantage de travail est nécessaire pour améliorer la vie des filles et des femmes et, de ce fait, permettre aux communautés et aux nations de libérer leur plein potentiel. Dans le cadre du nouveau programme de développement durable, les actrices et acteurs du développement de tous horizons peuvent désormais délaissier l'approche traditionnelle en silos et collaborer de manière intégrée par le biais d'investissements financiers et de partenariats multisectoriels renforcés pour réellement impacter positivement la vie des filles et des femmes. Le présent document d'orientation rend compte d'interventions en mesure de stimuler un progrès durable.

SECTION 1 : DÉFINITION DE LA QUESTION

Malgré les besoins des filles et des femmes et les défis auxquels elles sont confrontées en matière d'accès aux soins de santé, à l'éducation, aux ressources et à une égalité d'opportunités sur le marché du travail et dans la sphère politique, les investissements visant à leur autonomisation, leur implication et leur libre accès à toutes sphères et tous domaines demeurent insuffisants. Bien que l'augmentation du nombre de responsables des engagements et de partenariats dédiés à la santé, aux droits et au bien-être des filles et des femmes soit encourageante, les engagements pris par, et les partenariats conclus entre les gouvernements, les organismes donateurs, les ONG et le secteur privé n'ont pas suffi à combler les écarts en matière d'égalité de genre et à fournir des opportunités déterminantes pour favoriser le développement au sein des communautés et des pays.

Bien que les investissements des donateurs en faveur spécifiquement des filles et des femmes aient augmenté, ils n'atteignent toujours pas leurs cibles. Les engagements officiels de l'aide au développement ciblant l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes ont triplé entre 2002 et 2014, passant de 10 à 30 milliards USD¹. Ces engagements n'étaient cependant pas transversaux, mais bien orientés sur des secteurs isolés, tels que l'éducation ou la santé². En 2013 et 2014, par exemple, seuls 2 % de l'aide bilatérale allouée à l'autonomisation économique des femmes avaient comme premier objectif l'égalité entre les sexes³.

De plus, davantage d'engagements à long terme, autant de la part des donateurs que des pays, sont nécessaires afin que les financements puissent être durables et prévisibles. En 2014, les financements octroyés spécifiquement à des organisations et institutions de femmes de la société civile étaient inférieurs à 200 millions USD, malgré les augmentations globales de l'aide ciblant l'égalité de genre⁴. De nombreuses organisations actives dans la promotion des droits des filles et des femmes dépendent du soutien de fondations privées et de donateurs, un soutien qui ne s'étend cependant souvent pas sur plusieurs années⁵, ce qui les empêche de mettre en œuvre des programmes de développement à long terme pouvant avoir un impact significatif⁶.

Les gouvernements aussi doivent intensifier leur soutien en élargissant les financements à des secteurs ayant des répercussions sur la santé, les droits et le bien-être des filles et des femmes et en s'attachant à octroyer une part conséquente de leur PIB à des questions telles que la couverture médicale universelle et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive^{7,8}. En 2013, par exemple, moins de 0,4 % des budgets nationaux de 13 pays en développement ont été alloués à des ministères ou des agences œuvrant dans les domaines du développement et de l'autonomisation des filles et des femmes⁹; et alors que 73 % de la population mondiale n'a pas accès à une couverture de protection sociale financée par l'État¹⁰ et que l'extrême pauvreté affecte les femmes de manière disproportionnée, ces dernières sont le plus durement frappées par l'absence de ce filet de sécurité¹¹. En renforçant leur capacité à combattre l'évasion fiscale, les gouvernements des pays en développement pourraient collecter jusqu'à 213 milliards USD, soit le montant évalué des recettes qui, chaque année, ne



L'instauration de partenariats et de mécanismes de financement durables en faveur des filles et des femmes est en lien avec la réalisation de plusieurs cibles et objectifs de développement durable (ODD), dont les suivants :

ODD 1 : Éliminer toutes les formes de pauvreté dans le monde entier

- **1.a** Garantir une mobilisation importante de ressources provenant de sources multiples, y compris par le renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, de moyens adéquats et prévisibles de mettre en œuvre des programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes
- **1.b** Mettre en place aux niveaux national, régional et international des cadres d'actions viables, qui se fondent sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, afin d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté

ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

- **3.8** Faire en sorte que chacun bénéficie d'une assurance-santé, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable
- **3.d** Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement, en matière d'alerte rapide, de réduction des

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.



rentreeraient pas dans leurs caisses^{12,13}. Récupérer ces montants permettrait aux autorités d'investir dans un soutien à la fois social et économique, sur plusieurs secteurs à la fois.

Le secteur privé prend activement part à la promotion de l'égalité entre les genres, en reconnaissant à la fois sa capacité à aborder les défis uniques auxquels les filles et les femmes sont confrontées et les avantages commerciaux de l'investissement dans les droits, la santé et le bien-être des femmes¹⁴. Entre 2005 et 2020, par exemple, 14,6 milliards USD de fonds octroyés par le secteur public ciblaient en priorité les filles et les femmes¹⁵. De plus, près de 1 500 entreprises dans le monde ont signé la Déclaration des PDG soutenant les Principes de l'autonomisation des femmes, s'engageant ainsi à faire avancer la position des femmes sur le lieu du travail, sur le marché du travail et dans la communauté^{16,17}. Malgré ces engagements, de nombreuses avancées sont encore attendues. Les femmes sont toujours confrontées à des obstacles de taille à l'heure d'accéder à des emplois de qualité et d'occuper des postes de leadership dans le secteur privé, et ce particulièrement en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et subsaharienne¹⁸. Des écarts de salaires demeurent dans de nombreux secteurs, et les femmes sont toujours en butte à de multiples obstacles au moment d'accéder à des produits et des services qui pourraient améliorer leur santé et leur bien-être, ou ceux de leurs familles^{19,20}. Le secteur privé a un rôle pluriel à jouer dans la promotion des femmes – qui sont ses employées, ses productrices, ses fournisseuses, ses partenaires et les membres de ses communautés – et aurait beaucoup à gagner à le faire. L'impulsion n'a jamais été aussi forte, et les entreprises ont la possibilité de faire preuve de créativité dans leurs approches des partenariats et collaborations leur permettant d'élargir l'impact de leurs efforts.

SECTION 2 : SOLUTIONS ET INTERVENTIONS

Nous pouvons tirer des leçons de partenariats multisectoriels qui ont entraîné des changements dans le secteur mondial de la santé. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, par exemple, rassemble des ressources financières et techniques de gouvernements donateurs, agences des Nations unies et du secteur privé dans le but d'éliminer ces épidémies²¹. Entre sa fondation en 2002 et l'année 2015, le Fonds mondial a sauvé plus de 20 millions de vies grâce aux programmes qu'il finance²². Il est un exemple du rôle essentiel que les partenariats mondiaux peuvent jouer pour affronter certaines des pires crises sanitaires du monde.

Afin d'atteindre les ODD, les politiques et engagements d'investissement en faveur des filles, des adolescentes et des femmes doivent être appuyés sur des ressources à même de soutenir ces programmes et initiatives sur le long terme. Et les pays se doivent, à mesure qu'ils recueillent les fruits économiques du développement et de la croissance, d'augmenter l'espace fiscal leur permettant de financer des programmes et services sociaux – tels que les soins de santé, l'éducation et la protection sociale – qui profitent aux filles, aux adolescentes et aux femmes. Les partenariats efficaces, qui rassemblent les secteurs public et privé, sont essentiels pour puiser dans les points forts de chaque secteur.

Il existe des stratégies éprouvées facilitant la mise en place de partenariats et le ciblage de ressources afin de combler les écarts en matière de santé et d'égalité de genre, dont les suivantes :

- Mettre en place des partenariats innovants et augmenter l'aide au développement pour répondre spécifiquement et équitablement aux besoins des filles et des femmes
- Soutenir le renforcement des capacités et la redevabilité en matière de fiscalité et de budgétisation au niveau national
- Élaborer des systèmes nationaux et infranationaux de protection sociale, d'imposition et de redistribution sensibles au genre
- Impliquer de manière concrète les acteurs du secteur privé et le financement privé dans des partenariats pour le développement

Mettre en place des partenariats innovants et augmenter l'aide au développement pour répondre spécifiquement et équitablement aux besoins des filles et des femmes

Pour parvenir à combler les écarts dans l'aide au développement allouée spécifiquement à l'égalité de genre, les donateurs bilatéraux et multilatéraux doivent stimuler et réorienter leur financement d'initiatives qui répondent aux besoins des filles et des femmes. Ceci implique d'investir dans des domaines qui ne recevaient précédemment que peu d'attention, tels que le développement économique des femmes, la santé et les droits sexuels et reproductifs et la promotion des rôles que jouent les femmes en matière de paix et de sécurité²³. Afin de s'assurer que les financements soient pérennes et équitables, tant dans le secteur privé que public, les organes de gouvernance internationale qui promeuvent les sources novatrices de financement du développement et la régulation des flux financiers à l'échelle mondiale doivent être renforcés.

Étude de cas : Chaque femme, chaque enfant (EWEC)

Chaque femme, chaque enfant est un mouvement mondial en faveur d'une intensification de l'engagement et de l'action collective des gouvernements, des Nations unies, d'entités multipartites, du secteur privé et



risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux

ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

- **5.4** Faire une place aux soins et travaux domestiques non rémunérés et les valoriser, par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national
- **5.5** Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique
- **5.a** Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne
- **5.c** Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent

ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- **10.4** Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité
- **10.5** Améliorer la réglementation



de la société civile visant à garantir que les femmes, les enfants et les adolescent-e-s soient au cœur du développement²⁴. Les efforts de l'initiative EWEC sont centrés sur une forte mobilisation d'efforts coordonnés et transversaux dans le but de mettre en œuvre la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent (2016-2030), parfaitement alignée sur les ODD et qui propose une feuille de route pour garantir que les femmes, les enfants et les adolescents non seulement survivent, mais s'épanouissent et transforment leurs communautés, en tenant les promesses d'un avenir durable pour tout le monde²⁵. Depuis le lancement de Chaque femme, chaque enfant et de la première Stratégie mondiale en 2010, d'importants progrès ont été réalisés dans le domaine de la santé des femmes, des enfants et des adolescent-e-s, dont notamment :

- 15 millions d'enfants ont bénéficié d'une prise en charge par réhydratation orale et d'un traitement au zinc contre la diarrhée²⁶ ;
- l'allaitement exclusif a augmenté de 44 %²⁷ ;
- 11 millions de femmes supplémentaires ont accouché dans un établissement de santé²⁸ ;
- 8,4 millions de filles et de femmes supplémentaires pratiquent la contraception moderne²⁹ ; et
- 67 % des femmes enceintes séropositives ont reçu des antirétroviraux en 2013, soit une hausse de 48 %, améliorant ainsi la santé maternelle et évitant la transmission du VIH de la mère à l'enfant³⁰.

La nouvelle Stratégie mondiale actualisée, lancée en 2015, inclut désormais des leçons tirées et de nouvelles données probantes afin de répondre de manière plus efficace aux besoins des femmes, des enfants et des adolescent-e-s. La Stratégie a également un nouveau centre d'intérêt porté sur les nouveau-nés, les adolescent-e-s et les personnes vivant dans des contextes fragilisés et en conflit. En s'appuyant sur la reconnaissance par les ODD qu'un avenir durable devra inclure une collaboration transversale, la Stratégie mondiale de Chaque femme, chaque enfant requiert également des interventions intersectionnelles, dont le renforcement des systèmes de santé et des programmes de couverture d'assurance, d'éducation, de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène³¹.

Étude de cas : Le Mécanisme de financement mondial

L'objectif du Mécanisme de financement mondial (GFF) est de mettre un terme aux décès maternels, néonataux, infantiles et adolescents et d'améliorer la santé et la qualité de vie des femmes, des adolescent-e-s et des enfants, en prévenant, d'ici à 2030, jusqu'à 3,8 millions de décès maternels, 101 millions de décès infantiles et 21 millions de mortinaissances dans les pays fortement touchés³². Le GFF entend gérer plus de 57 milliards USD entre 2015 et 2030 en générant des gains d'efficacité grâce à des financements intelligents, en sollicitant des ressources nationales supplémentaires et en renforçant l'appropriation du processus par les pays. La mobilisation accrue de l'aide au développement dans le domaine de la santé et l'amélioration de la coordination de cette aide font également partie des mesures à prendre³³. L'évolution actuelle du GFF inclut des voies directes et indirectes d'amélioration de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Les voies directes concernent la prestation d'interventions, telles que la distribution de contraceptifs, l'alignement des efforts des prestataires de soins de santé et l'amélioration de la sensibilisation, outre l'intégration de la prestation des services³⁴. Les voies indirectes, quant à elles, incluent la création de systèmes de soins de santé plus forts et résilients et l'orientation en direction d'une réforme du financement de la santé³⁵. Ces efforts étendus visent à dénouer les blocages systémiques en santé afin de parvenir à une amélioration durable des résultats pour la santé des femmes sur le long terme³⁶.

Soutenir le renforcement des capacités et la redevabilité en matière de fiscalité et de budgétisation au niveau national

Les ressources fiscales nationales sont indispensables au financement et à la réalisation de l'égalité de genre. Dans ce but, les dépenses publiques doivent refléter les besoins et priorités des filles et des femmes, et être suivies afin de mesurer leur impact sur l'égalité de genre et les droits des femmes. Pour ce faire, les gouvernements peuvent : 1) mettre en place des systèmes de taxation à la fois équitables et progressifs qui traitent des biais de genre dans les politiques fiscales³⁸ ; 2) instaurer des incitations fiscales soutenant la propriété foncière, commerciale et des ressources par les femmes^{39,40,41} ; 3) fixer le juste prix des ressources et les allouer aux politiques, stratégies et plans nationaux centrés sur l'égalité de genre de manière transversale dans le secteur public⁴² ; et 4) intégrer ces initiatives nationales dans des stratégies de financement du développement durable⁴³.

Les membres de la communauté internationale doivent également se tenir mutuellement responsables de la mise en application de mesures fiscales nationales. Le comité des Nations unies mandaté pour superviser le respect de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes (CEDAW) a récemment pointé du doigt la Suisse pour ses politiques de secret financier qui permettent aux riches de se soustraire à leurs obligations fiscales, voire les y encouragent⁴⁴. Lorsque d'importantes recettes fiscales sont perdues du fait de l'évasion fiscale d'individus fortunés, les gouvernements se trouvent dans l'obligation de restreindre les services publics, ce qui affecte les femmes de manière disproportionnée^{45,46}.

Étude de cas : Des budgets sensibles au genre au Népal

Le gouvernement népalais a intégré une perspective de genre dans la planification, la mise en œuvre et la



et la surveillance des institutions et marchés financiers mondiaux et renforcer l'application des règles

- **10.6** Faire en sorte que les pays en développement soient davantage représentés et entendus lors de la prise de décisions dans les institutions économiques et financières internationales, afin que celles-ci soient plus efficaces, crédibles, transparentes et légitimes
- **10.b** Stimuler l'aide publique au développement et les flux financiers, y compris les investissements étrangers directs, pour les États qui en ont le plus besoin, en particulier les pays les moins avancés, les pays d'Afrique, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, conformément à leurs plans et programmes nationaux

ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

- **16.4** D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée
- **16.8** Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial

ODD 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat pour mondial pour le développement durable et le revitaliser

- **17.1** Améliorer, notamment grâce à l'aide internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes



supervision budgétaires, avec pour objectif que le gouvernement et ses programmes soient sensibles aux besoins des filles et des femmes⁴⁷. Grâce à ce processus, les allocations sensibles au genre du budget sont passées de 1,13 à 1,36 milliards USD entre 2013 et 2015^{48,49}.

Étude de cas : Le renforcement de la redevabilité du financement de la santé au Sierra Leone

En 2012, le gouvernement du Sierra Leone a réduit l'allocation budgétaire de la santé nationale^{50,51}. E4A-MamaYe a œuvré avec Save the Children, Budget Advocacy Network, the Freetown Water, Sanitation and Hygiene Consortium et d'autres membres de la société civile partenaires du groupe de travail sur le plaidoyer budgétaire en santé à la création d'une campagne nationale de plaidoyer budgétaire en santé^{52,53}. La campagne, qui a coïncidé avec les élections générales de 2012, appelait à une augmentation de l'allocation, de l'efficacité et de la transparence des dépenses en faveur des mères et des enfants^{54,55}. Dans le cadre de cette campagne, E4A-MamaYe a réalisé des tableaux de bord de suivi des budgets de santé par district^{56,57} qui ont permis de présenter au ministère des Finances des données relatives à l'allocation et à l'utilisation des fonds réservés à la santé^{58,59}. Ces tableaux de bord, rédigés dans un langage simple et non technique, étaient compréhensibles pour l'ensemble de la population, qui pouvait ainsi en comprendre les principaux messages et passer à l'action^{60,61}. Des milliers de tableaux de bord furent échangés lors des forums électoraux des districts auxquels participaient des candidat-e-s aux élections, des membres des communautés et des activistes pour le droit à la santé^{62,63}. Depuis l'élection de 2012, la proportion du budget gouvernemental total allouée à la santé a augmenté, passant de 7 % en 2012 à 11 % en 2014^{64,65}. Malgré l'impact positif de ces tableaux de bord, la concrétisation d'engagements politiques en actions a posé de nombreux défis, et la redevabilité demeure un processus à long terme^{66,67}.

Élaborer des systèmes nationaux et infranationaux de protection sociale, d'imposition et de redistribution sensibles au genre

Soutenir la mise en place de systèmes de protection sociale et de redistribution visant à compenser l'augmentation des inégalités dans les pays et entre eux est absolument essentiel pour parvenir à un développement durable⁶⁸. Lorsqu'ils se dotent de systèmes renforcés de fiscalité et de budgétisation, les gouvernements sont en mesure d'investir dans des transferts sociaux – dont les couvertures maladie, les allocations familiales, les indemnités chômage et les retraites – qui protègent les femmes, les hommes et les jeunes confronté-e-s à des problèmes de santé, au chômage, à des responsabilités de soignant-e-s non rémunérées et au vieillissement⁶⁹. Les politiques sociales ciblant les femmes, telles que les transferts monétaires et le soutien à la garde des enfants, doivent être conçues de manière à répondre aux besoins des femmes les plus désavantagées socioéconomiquement, sans pour autant renforcer les stéréotypes de genre ou stigmatiser leurs besoins. La collecte de données et la supervision de tels programmes doivent être systématiques et désagrégées à tous les niveaux afin d'atteindre les personnes qui en ont le plus besoin⁷⁰.

Étude de cas : Le programme Haku Wiñay au Pérou

Les programmes de transferts monétaires contribuent à réduire le niveau de vulnérabilité des femmes rurales. Haku Wiñay / Noa Jayatai est un programme d'inclusion par la production, à destination des personnes pauvres dans les zones rurales du Pérou^{71,72}. Fondé en 2012, le programme géré par FONCODES a pour objectif d'augmenter les revenus et les niveaux de vie des ménages en soutenant les systèmes de production familiale et améliorant l'accès aux marchés locaux⁷³. Les quatre composantes de la mise en œuvre du programme sont le renforcement des systèmes de production familiale par l'apport d'actifs et d'assistance technique, la promotion de l'entrepreneuriat rural, la promotion de ménages sains par le biais d'une formation à la nutrition, à l'eau propre et à la prise en charge des déchets, et l'éducation à la finance⁷⁴. La promotion d'initiatives entrepreneuriales dans le cadre de ce programme a eu des résultats positifs au niveau de l'implication des femmes dans les activités génératrices de revenus et le renforcement de leurs capacités de production⁷⁵. En mai 2017, les ménages avaient constaté une augmentation de 16 % de leur accès aux marchés locaux sur lesquels vendre leur production, et une hausse de 150 % de la valeur brute de leur production pour auto-consommation⁷⁶. Dans l'ensemble, les revenus des ménages ont augmenté de 7 %⁷⁷. Ce programme favorise la résilience des modes de subsistance et des résultats durables de l'égalité de genre par le biais de la promotion d'entreprises rurales inclusives, la création d'organisations et de coopératives rurales, la consolidation des systèmes de production familiale et l'éducation financière⁷⁸.

Étude de cas : La Bolsa Familia au Brésil

Dans le cadre du programme brésilien Bolsa Familia, les familles retenues reçoivent un transfert monétaire mensuel d'un faible montant, remis directement à la femme à la tête du ménage⁸⁰, en échange du maintien des enfants à l'école et de leur présentation régulière à des bilans de santé⁸¹. Le programme piloté conjointement par la Banque mondiale et le gouvernement brésilien⁸² a contribué à la réduction rapide de la pauvreté au Brésil – représentant jusqu'à 25 % de la réduction des inégalités et une baisse de 16 % de l'extrême pauvreté dans le pays⁸³. Ces résultats prometteurs ont contribué de manière directe au développement intergénérationnel et à la croissance économique⁸⁴.

Étude de cas : Le programme Zomba au Malawi

Le programme Zomba fournit des incitations monétaires sous forme de frais d'inscription à l'école et de transferts monétaires aux écolières et élèves récemment déscolarisées à condition qu'elles restent ou retournent à l'école⁸⁵. Cette intervention a été conçue comme un essai aléatoire contrôlé en vue d'évaluer l'efficacité, et les résultats ont indiqué que ces transferts portaient réellement leurs fruits⁸⁶. Pour les bénéficiaires déscolarisées, la probabilité qu'elles soient mariées chutait de 40 % et celle d'être enceintes



- **17.2** Faire en sorte que les pays développés honorent tous leurs engagements en matière d'aide publique au développement, notamment celui pris par nombre d'entre eux de consacrer 0,7 pour cent de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement et entre 0,15 pour cent et 0,20 pour cent à l'aide aux pays les moins avancés, les bailleurs de fonds étant encouragés à envisager de se fixer comme objectif de consacrer au moins 0,20 de leur revenu national brut à l'aide aux pays les moins avancés
- **17.3** Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement
- **17.4** Aider les pays en développement à assurer la viabilité à long terme de leur dette au moyen de politiques concertées visant à favoriser le financement de la dette, son allègement ou sa restructuration, selon le cas, et réduire le surendettement en réglant le problème de la dette extérieure des pays pauvres très endettés
- **17.5** Adopter et mettre en œuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés
- **17.9** Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire
- **17.16** Renforcer le Partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement,



baissait de 30 %⁸⁷. Le début de l'activité sexuelle était 38 % inférieure chez l'ensemble des bénéficiaires du programme en comparaison avec les non bénéficiaires⁸⁸. Ce programme démontre qu'avec la bonne combinaison d'incitations, les transferts monétaires peuvent se révéler être un puissant outil, non seulement pour maintenir les filles à l'école, mais également au niveau de l'impact positif sur leur santé sexuelle et reproductive⁸⁹.

Impliquer de manière concrète les acteur-trice-s du secteur privé et le financement privé dans des partenariats pour le développement

Le secteur privé peut jouer un rôle déterminant dans le financement du développement, et en particulier en termes de création d'emplois, de renforcement des infrastructures, de fourniture de technologies et de prestation de services essentiels au développement social, et notamment tout au long de la chaîne d'approvisionnement⁹⁰. Certaines entreprises ont néanmoins eu un impact négatif sur les droits des femmes au travail, et l'histoire a démontré que la privatisation des services de santé limite l'accès à des soins de santé de qualité et abordables pour de nombreuses personnes⁹¹. Afin d'améliorer la collaboration et les pratiques commerciales, certaines entreprises et fondations du secteur privé se sont rapprochées de gouvernements et de la société civile pour identifier de nouveaux modes de fourniture de biens et de services à des populations vulnérables, soutenir l'inclusion financière des femmes et améliorer leurs vies tout au long de la chaîne de valeur.

Étude de cas : Les services bancaires mobiles en Tanzanie

Grâce à un partenariat de soutien entre la Fondation MasterCard et FINCA, une organisation qui œuvre à soulager la pauvreté par l'intermédiaire d'un réseau d'initiatives de microfinance dans 23 pays, un projet de services bancaires mobiles a été créé en Tanzanie⁹². Depuis sa mise en œuvre, plus d'un tiers des client-e-s de FINCA en Tanzanie a désormais accès à des services bancaires mobiles et des comptes d'épargne⁹³. Les services bancaires mobiles apportent de nombreux avantages, dont la réduction des durées de déplacement, des dépôts plus rapides et de moindres risques associés aux déplacements avec des espèces⁹⁴. FINCA Tanzanie a également collaboré avec des opérateurs de téléphonie mobile pour réduire les coûts et assurer l'efficacité des transactions⁹⁵. Avec ces partenariats, la Fondation MasterCard et FINCA espèrent transmettre leurs meilleures pratiques et les leçons tirées, et ainsi aider d'autres institutions de microfinance à mettre en œuvre des programmes similaires de manière satisfaisante⁹⁶.

Étude de cas : Développer la microfinance, l'autonomisation et la croissance économique

Au Pakistan, la Kashf Foundation fournit des services de finance à des femmes aux faibles revenus et à leurs familles depuis 1996⁹⁷. Aujourd'hui, ce programme sert plus de 300 000 familles et fournit 202 millions de dollars de prêts à des femmes, et la fondation a élargi sa gamme de services en mettant en lien des filles et des femmes avec des informations et services essentiels, visant l'autonomisation complète des femmes⁹⁸. Depuis sa mise en place, Kashf a touché plus d'un million de personnes et leurs familles, et a créé plus de 150 succursales à l'échelle du pays⁹⁹. Au cours de cette dernière année, deux tiers des femmes clientes de Kashf depuis quatre ans ou plus ont déclaré une augmentation de leur épargne¹⁰⁰.

SECTION 3 : AVANTAGES DE L'INVESTISSEMENT

Il a été démontré que le financement de la santé, des droits et du bien-être des femmes peut garantir la stabilité et la longévité, tout en catalysant la croissance et l'efficacité des initiatives de développement. Dans le même temps, les partenariats transversaux incluent la participation des plus vulnérables, œuvrant ainsi à la promotion d'un développement réellement durable. Tous les secteurs devraient évaluer leurs investissements selon l'optique du genre, afin que l'égalité de genre demeure un objectif à long terme. Si l'ensemble des parties impliquées investissent intelligemment dans la promotion de l'égalité de genre, en tirant profit des points forts des actrices et acteurs clés de l'ensemble des secteurs, les pays connaîtront une croissance économique.

Conjuguer expertise et ressources au profit de l'égalité pour les filles et les femmes produit des bénéfices tangibles dans tous les secteurs, dont les suivants :

- **la santé** : Pour chaque dollar consenti aux biens et services de santé primaire dans 74 pays durement touchés, la société profiterait de près de neuf dollars en avantages économiques et sociaux d'ici 2035 du fait d'une morbidité et une mortalité réduites¹⁰¹. Ces chiffres impliquent la prévention de 147 millions de décès infantiles, de 32 millions de mortinaissances et de cinq millions de décès maternels¹⁰². Une étude ultérieure du groupe du Consensus de Copenhague indique que chaque dollar investi en faveur de la contraception moderne et des services de santé reproductive peut rapporter jusqu'à 120 dollars de bénéfices¹⁰³.
- **l'éducation** : Donner la priorité au financement du secteur de l'éducation profite à des communautés entières. Chaque année d'étude supplémentaire pour les enfants, par exemple, augmente le PIB annuel moyen de 0,37 %¹⁰⁴.
- **la réduction de la pauvreté** : Investir dans la réduction de la pauvreté par le biais de la protection sociale est bénéfique pour la santé et la productivité des personnes, ainsi que pour la croissance économique. Selon l'OCDE, une prolongation de 10 % de la durée de vie augmente le taux annuel de croissance par habitant d'environ 0,3 à 0,4 point de pourcentage¹⁰⁵.
- **la croissance économique** : Si le travail informel des femmes était reconnu, et qu'elles prenaient part à l'économie dans la même proportion et au même niveau que les hommes, le PIB mondial augmenterait de 28 billions de dollars d'ici 2025¹⁰⁶.
- **les avantages financiers** : Les performances des entreprises dont le conseil d'administration comptait au moins 3 femmes en 2011 dépassaient celles des entreprises qui n'en comptaient pas, avec une rentabilité des capitaux propres respectivement de 10 points de pourcentage, contre -1 point de pourcentage, et des bénéfices par action de +37 %, contre -8 %, en 2016¹⁰⁷.
- **le dividende démographique** : De nombreux pays en développement, et particulièrement l'Afrique subsaharienne, gagneraient beaucoup à investir en faveur de leurs populations jeunes. Investir en faveur de leurs jeunes, et particulièrement dans l'éducation et la santé des filles – en incluant l'accès à la planification familiale et une éducation complète à la sexualité – a le potentiel de stimuler la croissance économique. Mais investir dans les jeunes exige également de mettre en lien l'éducation et le développement social avec un emploi productif plus tard dans la vie. Les dividendes démographiques combinés des investissements dans le capital humain et de la multiplication des opportunités pour les jeunes en Afrique subsaharienne pourraient être énormes, et représenter au moins 500 milliards de dollars par an, soit un tiers du PIB de la région, pendant une trentaine d'années¹⁰⁸.

SECTION 4 : APPELS À L'ACTION

Par nature, la constitution de ressources et de partenariats financiers en faveur des femmes nécessite l'implication de nombreuses parties. Alors qu'une part conséquente de la responsabilité incombe aux autorités nationales, les entreprises, donateurs et organisations multilatérales jouent un rôle essentiel au moment de cibler les investissements au profit des filles et des femmes, de manière à refléter les objectifs et indicateurs des ODD. De plus, des partenariats transversaux doivent être créés de manière à stimuler efficacement les financements et les programmes, à contribuer au renforcement des capacités des autorités gouvernementales afin de leur permettre de superviser et vérifier correctement les impôts et budgets et à mettre en œuvre des programmes de protection sociale de qualité qui amélioreront réellement la vie des filles et des femmes.



Les citoyen-ne-s doivent également s'impliquer, pour ensuite être en position de demander des comptes à leurs communautés, employeur-euse-s, représentant-e-s de région et leurs pays et réclamer des budgets sains, équitables et conformes aux engagements mondiaux et aux cibles des ODD, tout en pouvant dénoncer la corruption et la négligence dans les différents secteurs.

Pour contribuer au progrès pour tout le monde, de nombreuses parties prenantes doivent collaborer – les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations concernées, les Nations unies et le secteur privé – de manière à mener les actions suivantes, en faveur des filles et des femmes :

- Mettre l'accent sur les filles et les femmes dans les priorités politiques et de financement de l'ensemble des cibles et indicateurs des ODD et garantir la mise en œuvre opportune de flux de financement transparents et fiables qui respectent les engagements pris dans des accords régionaux et internationaux.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé)
- Augmenter les dépenses par le biais d'une imposition progressive et élaborer des budgets sensibles au genre alignés sur les engagements des ODD envers les filles et les femmes.
(Concerne avant tout : les gouvernements)
- Soutenir les pays dans la supervision et l'audit des impôts et des budgets afin de financer les investissements des ODD.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les Nations unies et le secteur privé)
- Mettre en place de nouveaux partenariats transversaux pour favoriser un financement et une mise en œuvre efficaces des ODD, et examiner les autres formes de financement permettant de répondre aux demandes.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations touchées, les Nations unies et le secteur privé)
- Prévoir, élaborer et gérer des budgets sains et équitables alignés sur le financement des ODD.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé)
- Dénoncer la corruption et la négligence dans tous les secteurs.
(Concerne avant tout : la société civile)

Révisé et actualisé en août 2017

Préparé par : Cecilia Zvosec, Women Deliver

Révisé par : Genine Babakian, Consultante ; Mary Crippen, Consultante ; Juliana Bennington, Women Deliver ; Aron Betru, Financement du développement ; Masha DeVoe, Women Deliver ; Tatiana DiLanzo, Women Deliver ; Louise Dunn, Women Deliver ; Katja Iversen, Women Deliver ; Rianne Keeler, CHOICE for Youth and Sexuality ; Jessica Malter, Women Deliver ; Alison Marshall, International Planned Parenthood Federation ; Aditi Mohapatra, BSR ; Susan Papp, Women Deliver ; Savannah Russo, Women Deliver ; Athena Rayburn, Women Deliver ; Liuba Grechen Shirley, Consultante ; Dianne Stewart, Mécanisme de financement mondial ; Petra ten Hoop-Bender, Women Deliver ; Kennedy Watkins, Chaque femme, chaque enfant

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.

Cette série de documents d'orientation a été constituée pour servir aux responsables des politiques, responsables des prises de décisions, aux défenseur-e-s et activistes afin de leur permettre de faire progresser des thématiques concernant les filles et les femmes au niveau du développement mondial. Ces documents sont conçus pour être disponibles et en accès libre pour tout le monde.

➔ **Pour découvrir la campagne Deliver for Good, rendez-vous sur deliverforgood.org.**

NOTES DE FIN

- ¹ "Gender-related aid data at a glance." OECD. N.d. Web. 20 Aug. 2017. <<http://www.oecd.org/dac/stats/gender-related-aid-data.htm>>.
- ² "From commitment to action: Financing gender equality and women's rights in the implementation of the Sustainable Development Goals." The Development Assistance Committee. Paris: OECD DAC Network on Gender Equality (GENDERNET), 2015. Web. <<http://www.oecd.org/dac/gender-development/From%20commitment%20to%20action%20FINAL.pdf>>.
- ³ Tracking the money for women's economic empowerment: still a drop in the ocean. OECD DAC NETWORK ON GENDER EQUALITY (GENDERNET), Jun. 2016. Web. 19 Aug. 2017. <<https://www.oecd.org/dac/gender-development/Tracking-the-money-for-womens-economic-empowerment.pdf>>.
- ⁴ Ibid.
- ⁵ Arutyunova, Angelika and Cindy Clark. "Watering the Leaves, Starving the Roots: The Status of Financing for Women's Rights Organizing and Gender Equality." Toronto: AWID, 2013. Web. 14 Mar. 2016. <http://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/WTL_Starving_Roots.pdf>.
- ⁶ Ibid.
- ⁷ WHO. Health Systems Financing: The Path to Universal Coverage. The World Health Report. 2010. Web. <http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/44371/1/9789241564021_eng.pdf>.
- ⁸ UHC Day. The Global Push for Universal Health Coverage. n.d. Web. <<http://universalhealthcoverageday.org/downloads/uhc-fact-sheet.pdf>>.
- ⁹ "PUTTING PROGRESS AT RISK? MDG Spending in Developing Countries." The Government Spending Watch Report. May 2013. Web. 4 Apr. 2016. <http://www.governmentpendingwatch.org/images/pdfs/GSW-Report-Progress-at-risk-MDG_160513.pdf>.
- ¹⁰ "Building economic recovery, inclusive development and social justice." World Social Protection Report 2014/15. Geneva: International Labour Office, 2014. Web. <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_245201.pdf>.
- ¹¹ "Economic Empowerment." UN Women. Web. 4 Apr. 2016. <<http://www.unwomen.org/en/what-we-do/economic-empowerment>>.
- ¹² "Tax dodging by big firms 'robs poor countries of billions of dollars a year.'" The Guardian. 2 Jun. 2015. Web. <<https://www.theguardian.com/global-development/2015/jun/02/tax-dodging-big-companies-costs-poor-countries-billions-dollars>>.
- ¹³ Crivelli, Ernesto, Ruud De Mooij, and Michael Keen. Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries. Working paper. International Monetary Fund, May 2015. Web. <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf>>.
- ¹⁴ "New Actors, New Money, New Conversations: A Mapping of Recent Initiatives for Women and Girls." Toronto: The Association for Women's Rights in Development (AWID), 2013. Web. <<http://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/New%20Actors%20Final%20Designed.pdf>>.
- ¹⁵ Ibid.
- ¹⁶ "Companies." Women's Empowerment Principles. UN Women, n.d. Web. 20 Aug. 2017. <<http://weprinciples.org/site/Companies/1>>.
- ¹⁷ CEO Statement of Support and Form for Signing. UN Women, n.d. Web. <http://weprinciples.org/files/attachments/Form_for_Signing_the_CEO_Statement_of_Support_for_the_WEPs__>



- Writable_PDF_Form.pdf>.
- 18 "Global Employment Trends for Women." Geneva: International Labour Office, 2012. Web. <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_195447.pdf>.
 - 19 Farrell, Diana, and Karen Persichilli Keogh. "The gender wage gap gets a lot of attention, but another metric is even more disconcerting." Business Insider. 15 May 2017. Web. <<http://www.businessinsider.com/jpmorgan-on-gender-wealth-gap-2017-5>>.
 - 20 "Take Five: At the current rate of progress, no equal pay until 2069." UN Women. 24 Feb. 2017. Web. <<http://www.unwomen.org/en/news/stories/2017/2/take-five-chidi-king-equal-pay>>.
 - 21 "The Global Fund: Impact." n.d. Web. <<http://www.theglobalfund.org/en/impact/>>.
 - 22 Ibid.
 - 23 "Financing the unfinished business of gender equality and women's rights: priorities for the post-2015 framework." Paris: OECD DAC Network on Gender Equality, 2014. Web. <<http://www.oecd.org/dac/gender-development/Short%20version%20-%20FINALFinancing%20the%20unfinished%20business%20of%20gender%20equality.pdf>>.
 - 24 Every Woman Every Child. n.d. Web. 12 Mar. 2016. <<http://www.everywomaneverychild.org/>>.
 - 25 "What is Every Woman Every Child?" n.d. Web. 12 Mar. 2016. <<http://www.everywomaneverychild.org/about/what-is-every-woman-every-child>>.
 - 26 2017 PROGRESS REPORT on the Every Woman Every Child Global Strategy for Women's, Children's and Adolescents' Health. Every Woman Every Child, 18 Jul. 2017. Web. <<http://gsprogressreport.everywomaneverychild.org/wp-content/uploads/2017/07/GS-update-2017.pdf>>.
 - 27 "Saving Lives, Protecting Futures." Progress Report on the Global Strategy for Women's and Children's Health 2010-2015. New York: Every Woman Every Child, n.d. Web. <http://www.everywomaneverychild.org/images/March_17_EWEC_GSR_Layout_v08_LR.pdf>.
 - 28 Ibid.
 - 29 Ibid.
 - 30 Ibid.
 - 31 "Shaping the Future for Healthy Women, Children & Adolescents: Learn More About the Process to Update the Global Strategy." n.d. Web. <<http://www.everywomaneverychild.org/global-strategy-2>>.
 - 32 "Business Plan for the Global Financing Facility in Support of Every Woman Every Child." Washington: World Bank, 2015. Web. <<http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/HDN/Health/Business-Plan-for-the-GFF-final.pdf>>.
 - 33 Ibid.
 - 34 The Global Financing Facility 2016-2017 Annual Report. Global Financing Facility, 2017. Web. <https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-Annual-Report-2016-2017.pdf>.
 - 35 The Global Financing Facility 2016-2017 Annual Report. Global Financing Facility, 2017. Web. <https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-Annual-Report-2016-2017.pdf>.
 - 36 The Global Financing Facility 2016-2017 Annual Report. Global Financing Facility, 2017. Web. <https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-Annual-Report-2016-2017.pdf>.
 - 37 "Investing in gender equality to achieve sustainable development." Addis Ababa: OECD, 2015. Web. 5 Apr. 2016. <<https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/Addis%20flyer%20-%20Gender.pdf>>.
 - 38 "Addis Ababa Action Plan on Transformative Financing for Gender Equality and Women's Empowerment." Addis Ababa: OECD, 2015. Web. 5 Apr. 2016. <<http://webapps01.un.org/ffd3/sideevents/wp-content/uploads/sites/2/2015/06/Action-Plan-on-Transformative-Financing-for-GEWE.pdf>>.
 - 39 Ibid.
 - 40 "REALIZING WOMEN'S RIGHTS TO LAND AND OTHER PRODUCTIVE RESOURCES." New York and Geneva: United Nations, 2013. Web. 5 Apr. 2016. <<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/RealizingWomensRightstoLand.pdf>>.
 - 41 "W20 Summit Communiqué." 16-17 Oct. 2015. Web. 5 Apr. 2016. <http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:http://g20.org/English/Documents/PastPresidency/201512/t20151228_1946.html>.
 - 42 "Addis Ababa Action Plan on Transformative Financing for Gender Equality and Women's Empowerment." Addis Ababa: OECD, 2015. Web. 5 Apr. 2016. <<http://webapps01.un.org/ffd3/sideevents/wp-content/uploads/sites/2/2015/06/Action-Plan-on-Transformative-Financing-for-GEWE.pdf>>.
 - 43 Ibid.
 - 44 Fowler, Naomi. "UN criticises Switzerland and pressure mounts over human rights impacts of tax havens." Tax Justice Network. 1 Dec. 2016. Web. <<http://www.taxjustice.net/2016/12/01/un-criticises-switzerland-pressure-mounts-human-rights-impacts-tax-havens/>>.
 - 45 Fowler, Naomi. "UN criticises Switzerland and pressure mounts over human rights impacts of tax havens." Tax Justice Network. 1 Dec. 2016. Web. <<http://www.taxjustice.net/2016/12/01/un-criticises-switzerland-pressure-mounts-human-rights-impacts-tax-havens/>>.
 - 46 Swiss Responsibility for the Extraterritorial Impacts of Tax Abuse on Women's Rights. Alliance Sud, 2 Nov. 2016. Web. <http://www.cesr.org/sites/default/files/downloads/switzerland_cedaw_submission_2nov2016.pdf>.
 - 47 "Progress made on the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women strategic plan, 2011-2013, including operational activities in 2013." Report of the Under-Secretary-General/Executive Director. New York: Executive Board of the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women, 2014. Web. <<http://www2.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/executive%20board/2014/as/eb-2014-as-unw-2014-2-progress%20report%20on%20sp%202011-2013-en%20pdf.ashx?v=1&d=20141013T121517>>.
 - 48 "A Study on Gender Responsive Budgeting." Kathmandu: Ministry of Education, UNESCO and UNICEF, 2010. Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002121/212103e.pdf>>.
 - 49 "Q&A with Nepal's Finance Minister: 'There is a need, now more than ever, for the international community to focus on gender equality.'" 14 Jul. 2015. Web. 29 Mar. 2016. <<http://www.unwomen.org/en/news/stories/2015/7/nepal-finance-minister-mahat-qa>>.
 - 50 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 51 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 52 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 53 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 54 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 55 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 56 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 57 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 58 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 59 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 60 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 61 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 62 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 63 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 64 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 65 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 66 "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." MamaYe! 2016. Web. <<http://www.mamaye.org/en/evidence/using-evidence-strengthen-accountability-health-financing-sierra-leone>>.
 - 67 Lebbie, S. A. "Using evidence to strengthen accountability for health financing in Sierra Leone." International Journal of Gynecology and Obstetrics 135.3 (2016): 380-84. Print.
 - 68 "Transforming Economies, Realizing Rights." Progress of the World's Women 2015-2016 Summary. New York: UN Women, 2015. Web. <<http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/SUMMARY.pdf>>.
 - 69 Ibid.
 - 70 Ibid.
 - 71 Gatt, Bettina. Social protection and the financial inclusion of rural women in family farming in Latin America. International Policy Centre for Inclusive Growth, Apr. 2017. Web. <<http://www>>.

